

Depuis le 7 mai 2017, jour de l'élection du Président Macron donc, la France semblait

figée dans la sidération. Il semblerait que cet état de béatitude s'estompe. La France imperceptiblement bouge. L'affaire Benalla, en plein mois de juillet, fut comme un révélateur. Le révélateur que quelque chose commence à pourrir au Royaume de France. Le vernis, après quelques mois de brillance macronienne, craque.

Que M. Benalla, le bodyguard personnel du Président, auréolé du titre d'adjoint au chef de cabinet de l'Élysée, en dehors de toute hiérarchie policière strictement réglementée en matière de sécurité présidentielle, s'autorise sans y être missionné à venir "observer" une manifestation du 1er mai à la Place de la Contrescarpe à Paris, fort loin donc de l'Élysée, où bien sûr le Président ne devait faire aucun acte de présence, et sur son impulsivité naturelle se mette à maltraiter quelques manifestants, n'est à vrai dire qu'une petite bavure extra-policière de gros bras se croyant tout permis. Mais que cela déclenche, lorsque les images-témoins furent révélées en juillet par la presse, une quasi affaire d'Etat, avec tempête médiatique et paralysie de l'action gouvernementale et politique pendant quinze jours, en dit long sur le climat qui sous-tend actuellement la société française. Mais qu'allait-il faire dans cette galère! aurait dit notre Jean-Baptiste Poquelin national.



Emmanuel Macron avec la présidente de la Croatie, Kolinda Grabar-Kitarovic

Après quinze jours de mutisme, le Président, comme on le sait depuis son élection, coutumier des grands mots, déclare la République “inaltérable”, et se dit personnellement responsable devant les français. Autrement dit, je suis le Roi élu, je sanctionne si nécessaire, et tournons la page. Il fut un temps ou un autre souverain affirmait “l’État, c’est moi”, et croyait le régime inoxydable. On sait ce qu’il en est advenu.

Car les français commencent à comprendre que ce jeune Président, qui promettait de purifier les mœurs politiques hexagonales, n’est guère différent des autres. Et qu’en guise de purification, c’est une dépossession progressive des instances démocratiques traditionnelles qui est à l’oeuvre, un démantèlement finement élaboré des pouvoirs intermédiaires, au profit d’un cercle restreint de fidèles qui entourent le Président, et finit par prendre toutes les décisions majeures, au-delà des corps constitués. Une petite Cour, en somme. M. Macron comme l’on sait a un faible pour la figure du Roi, et la mégalomanie opérationnelle commence à se substituer à l’élégance littéraire de la métaphore royale. Comme le disait plus crûment un editorialiste du journal libanais *L’Orient-le-Jour*, à la suite de l’affaire Benalla, un “tsunami d’égo” est en train d’emporter la présidence française.

Quelques anecdotes viennent aussi alimenter la mauvaise humeur ambiante.

Lorsque l'une des premières mesures de l'ère Macron fut de supprimer l'impôt sur la fortune, en fait d'exonérer le patrimoine financier de nos super-riches pour ne garder dans l'assiette de l'impôt que les biens immobiliers, soit une perte pour l'État évaluée entre 3 et 5 milliards d'euros, le tout au nom de la relance économique et du pari sur le bon vouloir des détenteurs de capital à réinvestir leurs gains exonérés dans l'économie, ce qui bien entendu n'est pas encore prouvé, le gouvernement a dû faire face à une tempête de protestations. Et afin de gommer cette image de "Président des riches" qui commence à s'installer durablement, un correctif fut apporté à grand renfort de communication médiatique, à savoir la création d'un nouvel impôt sur les "signes extérieurs de richesse", la mesure-phare étant l'imposition des propriétaires de yachts. Précisons qu'il s'agissait tout de même des yachts de plus de 30 mètres... Or une information très discrète vient de filtrer voici quelques jours du Ministère des Finances: depuis le 1er janvier, date de mise en place de cet impôt, un seul propriétaire a fait une déclaration, ce qui a rapporté à l'État la royale somme de 7500 euros. Il va sans dire que la publicité faite à cette information fut des plus réduites.

Les partisans d'une Europe ouverte à l'immigration ne sont guère plus satisfaits. En pleine affaire de l'*Aquarius* en effet, le Président Macron a eu des mots souverains pour célébrer de nouveau la tradition d'accueil de la France, et dans le même élan, sachant pertinemment que la société française est déjà sursaturée par la présence migratoire, a réaffirmé que les ports français resteraient fermés à tout navire transportant des immigrés, ong ou pas. Et sans le dire envoya ses policiers à Vintimille pour verrouiller la frontière avec l'Italie. Les mots appartiennent à la tradition des Lumières, les actes sont identiques à la politique de fermeture appliquée par le ministre italien Salvini. Le Roi Macron, éclairé certes, s'avère champion du double langage, faute de pouvoir trouver une solution pérenne à la question migratoire. Mais finalement, grâce en partie au pouvoir des mots, Macron est épargné, et Salvini est voué aux gémonies. Langage fleuri, image glamour d'un côté, langage cru, image brutale de l'autre, mais stratégie identique.



Emmanuel Macron avec la présidente de la Croatie, Kolinda Grabar-Kitarovic

Certes aucun pays ne pourra faire face seul à cette nouvelle donnée de la géopolitique mondiale, et particulièrement européenne. Une réalité qui s'annonce comme l'une des affaires majeures des décennies à venir. Le très expérimenté Hubert Védrine, ex-conseiller du Président Mitterrand et Ministre des Affaires Etrangères de la France de 1997 à 2002, dont la pertinence des analyses continue de faire autorité, même si sa clairvoyance souvent dérange, l'a clairement réaffirmé dans un ouvrage récent: *Comptes à rebours*. L'évolution de la démographie africaine ne laisse aucune chance à l'Europe de continuer à fermer les yeux ou adopter des mesures uniquement nationales en matière d'immigration. Les verrouillages soulagent le court terme, mais le long terme est une affaire de civilisation. Et ce ne sont pas les accords de Dublin, d'une hypocrisie innommable, même rebricolés, qui apporteront l'elixir d'immunité. On souhaite à nos responsables européens un peu moins d'aveuglement égocentré, et un peu plus de grandeur visionnaire. Et pour l'instant, Macron, tout Roi qu'il est, n'est pas meilleur que les autres. Ni plus grand que les autres.

Les hommes et femmes de culture commencent eux aussi à déchanter. Dans une tribune

récente publiée dans *Le Monde*, le très populaire Robin Renucci, acteur de nombreux films à succès et fondateur d'un Festival de théâtre en Haute-Corse largement inspiré des idéaux des pionniers de la décentralisation dramatique d'après-guerre, exemplaire de la création et diffusion à vocation populaire en région, vient de l'affirmer avec force, soutenu par de nombreux collègues: la politique présidentielle affaiblit délibérément le ministère de la culture, qui semble être voué à jouer un rôle secondaire, exécutant une politique pensée par un petit cercle de collaborateurs présidentiels qui ne croient plus en l'intérêt de la présence de l'État et de son action en régions, ... qui travaillent au démantèlement d'une administration culturelle dont ils méprisent le travail et sous-estiment la nécessité.

Autrement dit, la Cour décide, le ministère de la culture est vidé de ses moyens et de son sens, et le snobisme parisien triomphe.

Le Président aime à citer les philosophes, entre autres son maître Paul Ricoeur, mais finalement il agit en roitelet ou hobereau de province, comme si la responsabilité individuelle et le partage du savoir, si chers aux philosophes, étaient valeurs obsolètes, l'omniscience venant manifestement d'en-haut. Donc des courtisans. La Culture elle aussi, serait donc victime de la mégalomanie.



Emmanuel Macron avec la présidente de la Croatie, Kolinda Grabar-Kitarovic

Si l'on ajoute à cela, selon les affirmations du *Monde*, que le Parlement et sa majorité macronienne a profité de la torpeur estivale, ce 1er août, dernier jour de la session parlementaire, pour "vider définitivement de sa substance" la réforme de l'assurance-chômage comme "droit universel", une promesse phare du candidat Macron, au détriment bien entendu des plus faibles, que la réforme constitutionnelle, axe central des visions macroniennes, a dû être reportée à la rentrée à la suite des blocages occasionnés par l'affaire Benalla, et que certains proches collaborateurs du Président commencent à être mis sur le grill de la justice pour des affaires de conflit d'intérêt, tel son bras droit, chargé du poste stratégique de secrétaire général de l'Élysée, pour ses liens avec l'armateur italien Msc, on comprendra que l'électeur français de base risque de sortir bientôt de son hypnose post-élection présidentielle. La majorité macronienne elle-même commence à se poser des questions et l'on entend ici et là quelques voix dissidentes. La Cour de plus en plus indispose.

L'érosion du consensus est donc à l'oeuvre. Le désamour s'installe. Et le Roi, paré jusqu'ici de l'onction novatrice et réformatrice, progressivement se retrouve dévêtu. Le Roi n'est pas encore nu, loin de là, mais l'effeuillage s'accélère, et l'héliocentrisme élyséen perd chaque jour de sa luminosité.

ytal1.

Le Roi (presque) nu

Le Roi n'est pas nu. Il est presque nu.

versione italiana